

Mieux répartir les richesses pour une plus grande justice fiscale et sociale

Le niveau de rémunération du travail (salaires et cotisations) est historiquement bas alors que celui des profits est historiquement élevé. Contrairement à ce que le gouvernement nous dit, cette situation n'a pas relancé l'activité économique ni réduit le chômage. Vous le vivez sans doute personnellement et c'est peut-être la cause de votre venue dans un centre des Finances Publiques.

Il faut donc répartir autrement les richesses. Comment ? Voici 12 propositions réalistes élaborées par l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, le syndicat des agents des Impôts et du Trésor.

La réforme fiscale à mettre en œuvre	Un autre financement possible des retraites
<ol style="list-style-type: none"> 1. Une véritable réforme fiscale doit avoir pour objectifs de dégager des ressources pour les services publics et de réduire les inégalités. Nos propositions permettraient de sortir de la crise en répartissant plus justement les richesses. 2. Instaurer un impôt sur le revenu à dix tranches de 0 % à 70 % (au-delà d'un certain niveau de revenus). Le gain attendu ? Un impôt plus simple et plus rentable (10 milliards d'euros de recettes supplémentaires à court terme). 3. Supprimer certaines niches fiscales inefficaces et injustes, notamment celles utilisées par les plus riches pour défiscaliser (investissement immobilier, pacte d'actionnaires...). Gain permis ? Environ 25 milliards d'euros à court terme. Supprimer aussi le bouclier fiscal pour un gain budgétaire immédiat de 600 millions d'euros. 4. Remplacer l'impôt de solidarité sur la fortune par un impôt général sur le patrimoine au-delà de 800 000 euros sans niche fiscale. Le gain attendu ? Un impôt plus équitable et, à court terme, 4 milliards d'euros de recettes supplémentaires. 5. Réformer les impôts locaux pour les rendre plus simples et plus justes. 6. Intensifier la lutte contre la fraude fiscale en augmentant les moyens humains et juridiques. Le gain ? Plus de recettes et moins de fraude et au moins 5 milliards d'euros de recettes en plus, à court et moyen terme. 	<ol style="list-style-type: none"> 7. Le financement de la protection sociale est directement lié au niveau des salaires et à la situation de l'emploi. Les politiques de ces dernières années n'ont pas été efficaces. Il faut donc changer ce qui a échoué. 8. La réduction du chômage et de la précarité est impératif : plus d'emplois (public et privé), c'est plus de salaires donc plus de cotisations. C'est particulièrement vrai pour les jeunes, les peu qualifiés et les seniors. 9. Il faut revenir progressivement sur les niches sociales (exonérations et allègements de cotisations sociales) qui n'ont pas démontré leur efficacité mais qui représentent un manque à gagner de 40 milliards d'euros pour les caisses de la sécurité sociale. 10. Un meilleur partage des richesses et une plus forte taxation des profits (245 milliards d'euros entre 2007 et 2009 pour le CAC 40) dégageraient des ressources pour ne pas repousser l'âge légal de départ à la retraite ni allonger la durée de cotisations ni mettre les riches dans la misère... 11. Améliorer le système actuel et supprimer la décote, une véritable « double peine » qui appauvrit celles et ceux qui n'ont pas effectué de carrière complète, la plupart du temps contre leur gré (du fait du chômage ou du temps partiel par exemple). 12. Arrêt des suppressions d'emplois publics : ils ont une utilité sociale et économique, ils contribuent également à lutter contre le chômage.